

Les évolutions de l'opinion publique sur le nucléaire en France et en Europe

Par David LÉVY et Henri WALLARD

Co-fondateurs de NewCovalence

L'énergie nucléaire, invisible et récente, a connu une histoire mouvementée marquée par sa dualité civile/militaire et trois accidents aux retentissements mondiaux. L'idéologie et la politique ont souvent pris le pas sur l'économie et la technique.

En Europe, après 30 ans peu porteurs, la donne a changé en 2022. Ce changement apparaît plus en lien avec la guerre en Ukraine et les craintes de pénurie qu'à la lutte contre l'effet de serre.

Dans le monde, de nombreux pays comptent sur le nucléaire pour décarboner l'électricité. Et des voix de jeunes militants écologiques commencent à s'exprimer en faveur du nucléaire, à rebours des doctrines historiques.

Le nouveau nucléaire nécessitera un grand professionnalisme dans le processus de déploiement, et un cadre démocratique irréprochable comme celui mis en place pour le site de stockage en profondeur.

Des annonces et des plans insuffisamment préparés pourraient rendre certains projets beaucoup plus difficiles malgré cet environnement favorable.

Introduction

Le 15 avril 2023 l'Allemagne déclarait sortir définitivement du nucléaire et arrêta ses trois dernières centrales en activité. Des militants écologistes célébraient l'évènement à Berlin avec un dinosaure moribond symbolisant la fin de cette énergie détestée. Challengé en septembre 2023 par les libéraux allemands qui demandaient de surseoir au démantèlement des réacteurs, le Chancelier Olaf Scholz confirmera qu'en Allemagne le nucléaire est un « cheval mort ». Sa réponse était sans doute motivée par le débat interne au pays, mais avec en arrière-plan les échos de la dynamique nouvelle dans beaucoup d'autres pays. De l'autre côté du Rhin la France pousse depuis 2022 en faveur du nucléaire et s'est associée avec 14 pays dans une Alliance européenne du nucléaire ; dans le reste du monde et notamment aux États-Unis, en Chine et en Russie les ambitions nucléaires sont fortes et se manifestent de façon visible à l'export. Après une histoire tourmentée des changements spectaculaires ont eu lieu ces dernières années qui vont influencer le futur du nucléaire.

Une histoire mouvementée

Le nucléaire est une industrie jeune. Quel chemin rapidement parcouru depuis que Marie Curie fut la première femme couronnée du Prix Nobel ? Rappelons que la découverte formelle de la fission nucléaire n'a pas 100 ans. Tout est allé très vite et le nucléaire ne bénéficie pas d'un ancrage profond et historique dans nos

représentations comme les autres sources d'énergie. La biomasse nous rappelle le coin du feu, l'hydraulique les moulins à eau et l'éolien les moulins d'Alphonse Daudet ou ceux de Don Quichotte.

Aussi, l'énergie nucléaire n'est pas accessible simplement et directement à nos sens comme les énergies ancestrales telles le vent, le feu ou le soleil. Elle ne bénéficie donc pas comme les autres d'une longue familiarité et reste pour beaucoup mystérieuse, d'autant qu'elle est invisible. Enfin le nucléaire est vu par certains comme une des actions négatives de l'homme contre la nature. Il ne faut pas sous-estimer ces représentations imaginaires et bien que le nucléaire soit une énergie décarbonée il fait l'objet d'*a priori* négatifs comme dans le célèbre dessin animé des *Simpson* avec la Springfield Nuclear Power Plant dirigée par l'antipathique Charles Montgomery Burns.

Avec les inquiétudes exprimées sur la sûreté et les déchets, il n'est guère surprenant que lorsque des citoyens sont interrogés de façon qualitative le nucléaire fasse souvent l'objet de doutes et d'hésitations avec une dose de fatalisme. Il a porté dès le départ le halo de sa dualité civile et militaire en France avec la création du CEA. Par la suite l'histoire du nucléaire a comporté des « événements focalisants »¹ tels que bien sûr Tchernobyl, Three Mile Island et Fukushima. Ces événements ont contribué à des évolutions fortes non seulement dans les perceptions des citoyens mais aussi

¹ Brigidou-Bouillet, 2023.



Figure 1 : Manifestation du 15 avril 2023 en Allemagne (Source : Odd Andersen AFP).

dans la manière d'aborder les questions du nucléaire dans les médias et de façon associée dans les prises de position politiques. Ainsi, un sondage publié en mars 2011 par le magazine *Stern* montrait que 80 % des Allemands craignaient le recours à l'énergie nucléaire dans le monde et 63 % souhaitaient son abandon rapide en Allemagne². C'est cette année-là qu'Angela Merkel confirmera le principe d'une sortie du nucléaire sur un fond de débats historiques.

Encore aujourd'hui dans le baromètre IRSN de perception des risques, Tchernobyl est parmi un ensemble d'événements catastrophiques celui que les répondants classent comme le plus effrayant (39 % en 2022, mais - 11 % par rapport à 2021) suivi par Fukushima (16 % en 2022, mais - 4 % par rapport à 2021), tandis que la pandémie de Covid-19 se situe entre les deux à 20 %.

Il est fréquemment supposé que les dirigeants politiques aient tendance à « suivre » l'opinion publique mais ne négligeons pas le fait que des orientations politiques négatives, hésitantes ou au contraire positives sur le nucléaire peuvent jouer en retour un rôle dans les perceptions.

Ainsi en France le contexte politique a été jusqu'en 2022 négatif pour le nucléaire. Au-delà des décisions d'il y a une quarantaine d'années avec l'abandon du projet de Plogoff puis du Carnet, les dernières décennies ont été marquées en France principalement par l'arrêt de réacteurs civils pour des raisons strictement politiques : arrêt de Superphénix (1997), fermeture des réacteurs de Fessenheim (2020) et, quoique moins visible, en 2019, l'abandon de la construction du projet ASTRID. Les dernières décennies ont donc été le temps de la

déconstruction, à rebours du temps qui avait précédé, avec la mise en place du plan Messmer. Pour mémoire, après des annonces ambitieuses faites par le Premier ministre en personne, et à un rythme qui impressionne encore aujourd'hui, 58 centrales avaient été construites en une vingtaine d'années.

Le tournant climatique et la guerre en Ukraine

La prise de conscience du changement climatique est un tournant important perçu par les opinions publiques des différents pays. Même dans les pays du nord de l'Europe, au climat plus froid, les citoyens sont une majorité à avoir déjà constaté dans leur région des effets du changement climatique : 61 % en Suède et 62 % en Norvège selon l'étude ObsCop 2023³ qui présente le grand intérêt d'interroger au même moment de nombreux pays.

Ces chiffres de perception du changement sont encore plus élevés plus au sud 69 % en France, et 66 % en Allemagne ; ils culminent pour atteindre 78 % en Italie et 77 % en Espagne.

Cette perception graduée du caractère localement tangible du changement climatique renforcée du nord au sud se retrouve dans les niveaux de préoccupation qui eux aussi se renforcent vers le sud. La note moyenne en 2022 de préoccupation vis-à-vis du changement climatique sur une échelle de 1 à 10 (10 signifiant une forte préoccupation) passe ainsi de 6,3 en Norvège à 7,7 en Italie avec la France entre les deux à 7,4.

² 20 minutes, 2011.

³ EDF-Ipsos, 2023.

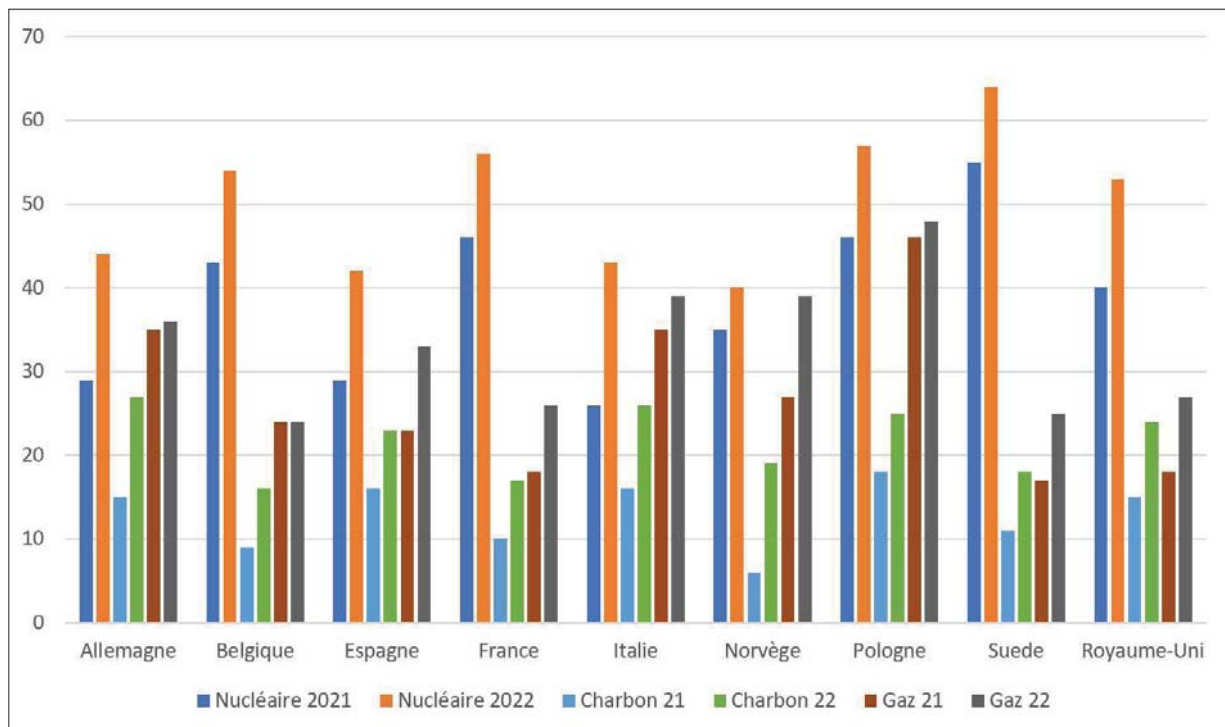


Figure 2 : Favorabilité des modes de production d'électricité.

Mais il faut éviter de conclure à un lien direct entre prise de conscience de la transition climatique et soutien au nucléaire.

En effet l'efficacité de la production d'électricité nucléaire au regard de l'émission de gaz à effet de serre (GES) est assez mal identifiée en Europe et singulièrement en France. Interrogés sur la production de CO₂ par les activités industrielles, les Français sont légèrement majoritaires (52 %) à considérer que les centrales nucléaires contribuent notablement aux GES (beaucoup ou assez émettrices) seulement surpassés dans cette opinion par les Italiens (57 %). Les Allemands sont un peu moins convaincus de cette contribution (43 %) tandis que seulement 30 % des Suédois pensent que les centrales nucléaires contribuent aux GES. Cette perception que l'électricité nucléaire produirait des GES peut surprendre. Au-delà des campagnes antinucléaires, l'idée que le nucléaire contribuerait aux émissions de GES est sans doute liée à la présence d'aéroréfrigérants qui avec leurs panaches de fumées blanches pourraient donner à penser à une large émission de gaz. En effet, dix sites nucléaires comportent des « cycles fermés » au bord de fleuves (Cattenom, Chooz, Nogent, Golfech, Cruas, Civaux, Chinon, Dampierre, Belleville, St Laurent) avec des tours aéroréfrigérantes impressionnantes (180 m de haut à Golfech) et des panaches de vapeur visibles de loin. Toutefois, dans tous les pays européens couverts par ObsCop (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Norvège, Pologne, Suède) la proportion de répondants qui estiment importante la production de GES par les centrales de production d'électricité au charbon, gaz et fioul reste toutefois partout supérieure à celle des répondants qui estiment que les centrales nucléaires sont émettrices de GES.

Mais le phénomène le plus spectaculaire a été l'évolution entre 2021 et 2022 des opinions favorables à la production d'électricité selon les modes : charbon, gaz, nucléaire illustrés dans la Figure 2 ci-dessus (source : ObsCop 2022).

Cette évolution est tout à fait exceptionnelle par sa rapidité et son ampleur.

Premier enseignement : le nucléaire progresse partout, et même fortement en Allemagne (+ 15 %) alors que les réacteurs sont en 2022 sur le point d'être arrêtés. Progression très forte aussi en Espagne (+ 13 %), en France (+ 10 %) avec un record de progression pour l'Italie (+ 17 %). Différents sondages parus par la suite nationalement confirment ces tendances de « remontada » du nucléaire dans les opinions. Un évènement clé dans ces changements spectaculaires pour le nucléaire a été la guerre en Ukraine et la crainte de manquer d'énergie ou qu'elle devienne trop chère.

Deuxième enseignement : au-delà du seul nucléaire, c'est toute la production d'énergie sur son sol qui est appréciée dans les différents pays. La favorabilité a aussi augmenté pour les autres énergies sources d'électricité alors que leurs contributions aux GES sont très supérieures à celle du nucléaire.

La relative méconnaissance des contributions respectives des sources de production d'électricité en GES conduit à associer le rebond du nucléaire davantage à un souci de sécurité d'approvisionnement, de prix et d'indépendance associé à la guerre en Ukraine et à l'inflation plutôt qu'à une association claire avec le changement climatique.

Dans cette perspective c'est d'ailleurs bien l'indépendance qui est ainsi mise en avant quand un sondage interroge en mai 2023 en France (Ipsos pour RTE) sur les raisons de développer les énergies renouvelables : 57 % sont « tout à fait » et 36 % « plutôt » de l'avis qu'il faut développer les énergies renouvelables (ENR) pour produire notre énergie sur le territoire français et seulement 39 % sont « tout à fait » et 43 % « plutôt » de l'avis qu'il faut développer les ENR pour remplacer notre consommation de pétrole et de gaz.

Les arguments liés aux coûts d'approvisionnement sont également importants car le pouvoir d'achat reste une préoccupation dominante des Français. Aussi, l'indépendance énergétique est jugée importante dans la perception du plan de sobriété annoncé par le Gouvernement pour passer l'hiver 2022. En effet, les Français ont été largement majoritaires (62 %) à considérer que ce plan traduit un signe de déclin de la France menacée de coupures « comme certains pays en développement » (RTE-Ipsos-Mai, 2023).

Le nouveau nucléaire

Les perspectives de développement du nucléaire sont aujourd'hui portées par l'extension des durées d'exploitation du parc, la relance des constructions de nouveaux réacteurs EPR2 de grande taille, mais aussi par une visibilité naissante de nouveaux réacteurs de plus petite taille, les SMR (Small Modular Reactor) dont certains reposent sur des technologies présentées comme nouvelles même si les options physiques (sels fondus, neutrons rapides, etc.) ont été explorées il y a de nombreuses décennies. Une perspective est aussi ouverte sur l'utilisation de la fusion nucléaire.

De fait, l'opinion française présente un renforcement notable de l'opinion favorable à la construction de nouvelles centrales nucléaires : un Français sur deux (+ 6 %) y est désormais favorable (baromètre IRSN, 2023⁴). De façon intéressante, le regard en arrière vers le programme de construction historique est aussi très favorable avec 65 % des Français (+ 5 points) qui sont de l'avis que « la construction des centrales nucléaires a été une bonne chose ».

La sûreté reste une exigence fondamentale avec 84 % des Français qui déclarent que « les exploitants des sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables ». Mais là encore la raison dominante en faveur du nucléaire reste l'indépendance énergétique (43 %, + 7 %).

À noter également que ce qui reste le premier argument contre le nucléaire, la production de déchets nucléaires, baisse en intensité (31 %, - 4 points) et se rapproche du risque d'accident (27 %) comme raison de l'opposition au nucléaire

Enfin, l'énergie nucléaire représente « l'énergie la plus performante » (45 %), suivie de loin par l'énergie solaire (10 %).

Toutefois, ces embellies dans les opinions européennes et en particulier en Italie et en France ne doivent évidemment pas être considérées comme acquises pour l'ensemble des processus à venir et faire oublier l'extrême vigilance à garder quant aux nouveaux projets.

Les nouveaux SMR, qui mettent en avant leur plus petite taille et leurs efforts de sûreté passive ne devront pas sous-estimer l'importance d'un processus d'implantation rigoureux et transparent. L'appui des industriels clients fortement implantés localement peut être un atout mais ces projets ne sont pas à l'abri d'un événement fédérateur des oppositions et le succès des projets demandera bien plus qu'une simple approche de communication.

Ces futures implantations nécessiteront dialogue, écoute et consultations de façon innovante, créative et respectueuse dans une durée acceptable pour permettre non pas un consensus illusoire mais obtenir un soutien suffisamment large des citoyens et des élus. C'est tout le travail qui avait été mené avec l'ANDRA par Christian Bataille et l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques pour l'implantation de CIGEO.

L'expérience montre hélas que des projets anodins à première vue comme des carrières ou des éoliennes peuvent virer au cauchemar. Le nouveau nucléaire nécessitera donc un grand professionnalisme dans le processus de déploiement et un cadre démocratique irréprochable.

À ce titre, des annonces dispersées et précoces hors d'un processus convaincant surtout pour des projets techniquement au stade du *design* peuvent *in fine* fragiliser les initiatives. Enfin, comme la contribution du nucléaire à la réduction des GES n'est pas naturellement identifiée, cette motivation du programme devra être rendue plus facilement lisible par le plus grand nombre.

Pour conclure, tournons-nous vers les nouvelles générations écologistes pour sentir les nouvelles perceptions. La militante écologiste suédoise la Aanstoot a lancé le débat international en demandant à Greenpeace de cesser sa campagne contre le nucléaire qu'elle juge « démodée et non scientifique ». Cet appel a été repris par de jeunes militants au-delà des frontières suédoises. Pour ces jeunes générations très anxieuses pour le climat, les idéologies anti-nucléaires historiques au sein d'organisations écologistes anciennes seraient donc des survivances dépassées.

Finalement les dinosaures devant la porte de Brandebourg ne seraient peut-être pas ceux que l'on croit...

⁴ IRSN, 2023.